

Ni 62, ni 67 ans !

Ensemble pour gagner !

A Toulouse, avec 125 000 manifestants, la mobilisation a encore progressé à l'image de beaucoup de villes de province (Nantes, Lyon ou encore Bordeaux).

Plus qu'en 1995

Avec près de 3 millions, le nombre de manifestants de samedi a dépassé ceux de 1995 et 2003 (2,2 et 2 millions) et égalé le pic de 2009 mais aussi celui contre le CPE en 2006 (3 millions).

Dans le cortège Finances Publiques, il est à signaler la présence encore plus importante, que pour le 23 septembre, des collègues, venus en famille, pour participer à la manifestation Toulousaine.

Un gouvernement décrédibilisé

Sur ordre de l'intérieur, La police a recensé 899.000 manifestants en France.

Face à une opinion publique de plus en plus hostile refusant de payer les conséquences de la crise en lieu et place des véritables responsables, ce trafic des chiffres opéré par la gouvernance SARKOZY-PARISOT ne fait plus illusion !!!

Tout se joue maintenant !

Certains, de moins en moins nombreux, pensent que malgré les journées de grève et de manifestations du mois de septembre et celles à venir pour Octobre, nous serons néanmoins obligés de travailler plus longtemps en gagnant moins.

Le retrait du CPE en 2006 prouve le contraire !!!

Agir à la DGFIP !

Dès les premiers jours de Septembre, la CGT Finances Publiques a lancé un appel pour que dans l'ensemble des services soit mis en débat, dans l'unité syndicale : la question des modalités d'action considérant que le niveau nécessaire pour contraindre le gouvernement à ouvrir des négociations était celui de la grève reconductible et du blocage du pays.

En Haute-Garonne, les HMI et Assemblées Générales en cours d'organisation sur les sites doivent permettre de débattre de ces questions mais aussi des actions nécessaires à mener pour appuyer la démarche unitaire entreprise par l'intersyndicale DGFIP pour obtenir satisfaction sur les revendications de la plate-forme nationale unitaire.

Retraites :

L'Agenda Social

Mardi 5 Octobre

A l'appel des syndicats CGT et SUD de la CRAM et de l'UL CGT du Mirail :

Rassemblement à la CRAM
(Basso-Cambo)
entre 12 h et 14h

Jeudi 7 Octobre

Assemblée Générale Unitaire des personnels de la Cité Administrative

Rendez-vous à 11h30 devant le bassin de la Cité

Rassemblement à 17h30 devant le siège de l'UMP, 12, rue Gabriel Péri

Mardi 12 Octobre

Grève et Manifestation

Départ 10 heures
Saint Cyprien

Exigeons le respect des engagements pris par P PARINI à LABEGE comme par exemple pour l'allocation de sujétion particulière pour les agent(e)s du MIRAIL ou les emplois de la TTA-CCAS

✉ Courrier unitaire au Directeur Général

Monsieur le Directeur Général,

Après le 7 septembre, les personnels de la DGFIP se sont une nouvelle fois fortement mobilisés le 23 septembre en s'inscrivant dans la grève à l'appel des organisations syndicales de la DGFIP Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC et UNSA, réaffirmant ainsi leur détermination à ne pas accepter une réforme des retraites injuste et inefficace.

Une fois de plus, les taux de grévistes à la DGFIP le 23 septembre dernier, sont supérieurs à ceux de la Fonction Publique confirmant notre analyse d'un mécontentement qui va bien au delà du dossier des retraites, résultat d'une dégradation continue de la situation à la DGFIP et du malaise Fonction Publique.

Ce constat, nous vous l'avions exprimé précédemment dans notre courrier du 21 septembre. Nous vous demandons alors de nous recevoir pour obtenir des réponses aux revendications exprimées dans le cadre de la plateforme unitaire du 23 mars 2010. A ce jour, cette demande demeure sans réponse de votre part.

Pour les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC et UNSA, la Direction Générale ne peut continuer à ignorer la réalité du conflit à la DGFIP, elles demandent donc à être reçues après le 12 octobre, nouvelle journée de grève interprofessionnelle, sur la base de la plateforme unitaire des organisations syndicales du 23 mars 2010.

Dans l'attente de cette audience, elles ont décidé de suspendre le dialogue social au plan national avec la Direction Générale et ne participeront donc pas aux groupes de travail programmés dans cette période. **Concernant le cycle des règles de gestion, elles suspendent également le travail entamé avec l'exigence de rediscuter de la méthode et du calendrier.**

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos salutations distinguées.

**Pour l'intersyndicale DGFIP
La CGT Finances Publiques**

Samedi 2 octobre, salariés ou autres citoyens, jeunes ou plus âgés, issus du public ou du privé, de grandes ou de petites entreprises, en famille ou entre collègues, c'est une nouvelle fois près de 3 millions de manifestants qui sont descendus dans la rue pour crier leur opposition au projet de réforme des retraites.

Plus de 230 manifestations ont été recensées dans tout le pays, dans les grandes ou petites villes. Cette multiplication des rassemblements démontre à l'évidence une conviction et une détermination ancrées.

Des milliers de salariés ont participé à leur première manifestation. Cette mobilisation résolue et grandissante ne peut rester sans réponse. Le gouvernement doit maintenant prendre la mesure de la colère des salariés et citoyens de ce pays.

La CGT, aux côtés des salariés, appelle les sénateurs à mesurer l'enjeu social et démocratique du mouvement : il ne peut pas y avoir d'abîme entre la volonté profonde des citoyens de ce pays et la représentation nationale.

Le mépris ne peut pas être une nouvelle fois la réponse aux millions de manifestants.

L'ouverture de négociations doit intervenir dans les plus brefs délais. La CGT y défendra des propositions permettant de garantir la pérennité de notre système de retraite par répartition, pour le maintien du droit au départ à 60 ans, avec un niveau de pension permettant de vivre dignement, la reconnaissance de la pénibilité.

Pour poursuivre l'élargissement de la mobilisation unitaire la CGT appelle l'ensemble des salariés à débattre dans les territoires et dans les entreprises et décider de nouvelles actions unitaires. La CGT appelle à faire du mardi 12 octobre, par la grève et les manifestations, un moment déterminant pour la suite de la mobilisation.

